

Sortir du nucléaire

Mai - Août 2018 N°115



Journal d'information

L'EDITORIAL

Heureusement que des personnes se bougent !

« La moitié des élèves de ma classe s'en fichent un peu du nucléaire et de la planète. Par exemple un garçon de ma classe a passé plus de 900 heures sur un jeu vidéo et il sort très rarement. Il trouve que les forêts ça ne sert à rien, la nature ça n'a pas de sens pour lui. »



Lola Othenin-Girard

Ecolière à Genève

Pleins de gens préfèrent rester

chez eux devant leur télévision et aussi gaspillent des quantités de nourriture phénoménale, s'en fichant de comment ça a été cultivé...

Moi, j'aime la nature, les animaux, les forêts car nous en avons besoin pour survivre alors que comme des imbéciles nous rasons tout et nous tuons trop d'animaux, je trouve que ça ne sert à rien et que nous devrions moins consommer et plus préserver nos ressources naturelles !

Malheureusement, certaines personnes ne savent pas d'où vient l'électricité et ils ne s'y intéressent pas, du moment qu'ils peuvent subvenir à leurs petits besoins. Pour eux, pas grave si la planète va mal...



Heureusement que des personnes se bougent pour essayer de faire changer les choses même si cela doit prendre du temps ! »

Le solaire est-il rentable ? 3^{ème} épisode

« Le solaire ne sera jamais rentable ». Ce 3^{ème} mythe est très vivace. Pendant très longtemps, le solaire n'a pas été rentable. On parle ici de rentabilité économique, liée au prix des composants, à leur durée de vie, aux tarifs de l'électricité, au cadre légal. Outre ces points, une chose n'a pas changé : l'énergie primaire, elle, est toujours gratuite.

Evolution des coûts d'installation

Le coût d'une installation comprend ceux des panneaux, onduleurs, composants électriques, frais de pose et de raccordement au réseau. Chaque élément change de prix de manière différente. Les cellules solaires constituaient historiquement le coût principal. Or ce prix a été divisé par 10 en 15 ans, passant sous la barre des 50 ct/watt en 2014. Cette courbe va rester plongeante, les volumes produits étant en train d'exploser. Les onduleurs vivent aussi leur petite révolution : une transition s'effectue d'un onduleur unique et massif par installation à un micro-onduleur par panneau. Les coûts sont réduits et répartis dans le temps en cas de panne, laquelle ne met hors service qu'un seul panneau et non l'installation entière. La part des coûts la plus stable reste la main d'œuvre d'installation. Cette part reste assez incompressible, ce qui est réjouissant car ces installations représentent une source d'emplois correctement rémunérés et locaux. L'équipement d'une maison individuelle (~24 m², 4 kWp) est estimé entre 13'000 et 16'000 CHF, suivant les fournisseurs et les offres.

Prix de rachat

Le temps du solaire porté à bout de bras par les pouvoirs publics, avec un rachat à 30 ct le kWh, est révolu. Cela n'est plus nécessaire au vu des coûts bien plus faibles qu'auparavant. Selon les nouvelles conditions légales, ce type d'installation bénéficie



Elevage de pylônes électriques profitant du coucher de soleil. Xinjiang, Chine.

d'une rétribution unique fédérale à hauteur de 3-4'000 CHF. L'investissement final est donc d'environ 10-12'000 CHF.

Le courant électrique produit par une maison individuelle est racheté à un prix variant très fortement d'un fournisseur de réseau à l'autre¹. Il est actuellement de 10.2 ct/kWh à Lausanne, dans la moyenne nationale. Si une installation produit 4'000 kWh/an, en prenant une durée de vie de 30 ans, l'amortissement de l'installation revient à 400 CHF/an. La revente totale directe du courant rapporte alors 472 CHF/an. On est donc déjà dans le positif, financièrement parlant.

« CQFD, ou comment gagner de l'argent avec du sable vitrifié et du soleil ! »

L'autoconsommation est intéressante

Ce bilan peut encore s'améliorer si une partie du courant est autoconsommé, par exemple pendant la journée, par les appareils

restant allumés. L'énergie tirée des panneaux représente alors une économie directe d'un achat de courant du secteur (~23 ct/ kWh - puisqu'incluant des taxes). Une autoconsommation de 25 % (possible sans batterie) représente 240 CHF d'économie par an.

Bilan financier

Si le reste de la production (75 %) est vendu et rapporte 350 CHF, on a donc presque 600 CHF de positif annuel pour 400 CHF d'amortissement. L'investissement de base est donc amorti au bout de 20 ans, après quoi l'installation est une source financière nette pour son propriétaire. Cette durée d'amortissement peut être plus longue, par exemple si les tarifs de rachat baissent, ou plus courte, si l'autoconsommation est plus forte ou si le coût de l'installation baisse, ce qui est le cas chaque année. Le législateur fédéral semble compter sur cette tendance puisque les programmes de soutien cesseront définitivement en 2030.

Benjamin Rudaz

1. www.vese.ch/fr/pvtarif-2

Ce 25 avril Sortir du nucléaire a organisé une conférence sur du Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN) à Genève¹. Le TIAN a été construit grâce à l'ONG ICAN suite au constat de l'inefficacité du Traité de Non-Prolifération (TNP) pour arrêter l'armement nucléaire.

122 pays ont approuvé le traité à l'ONU en juillet dernier. Aujourd'hui 58 pays l'ont signé et 7 l'ont ratifié. Il entrera en vigueur quand 50 pays l'auront ratifié. Alors, même si les pays du Conseil de Sécurité ne l'ont pas signé, il entrera quand même en vigueur ; la Bombe sera donc de fait interdite au niveau mondial et ça donnera un

Interdire les armes nucléaires !

réel coup à l'image de cette arme. Déjà aujourd'hui les investissements financiers commencent à diminuer et c'est un indicateur significatif.

Un point important : les Etats non nucléaires sont à l'origine du traité. Avant, c'était les Etats dotés de la Bombe qui négociaient, maintenant ce sont les non nucléaires les initiants. Ça a vraiment commencé à fissurer la croyance mondiale selon laquelle les 5 du Conseil de Sécurité (P5) ont tous les pouvoirs. Les autres se réveillent !

Dans plusieurs pays sous parapluie militaire comme aux Pays Bas le gouvernement est seul à refuser de signer, le peuple et le parlement sont pour la signature du traité.

Un des arguments majeurs des pays du P5 contre ce Traité est de dire qu'il affaiblit le TNP. Pour tous les autres acteurs et juristes c'est faux : au contraire, le TIAN complète le TNP.

La différence entre les 2 traités :

– TNP : tous les Etats nucléaires doivent diminuer leur armement multilatéralement ;
– TIAN : 1 Etat décide unilatéralement de rendre la dissuasion (la Bombe) non avenue sur son sol. Ensuite cet Etat a le devoir de faire rayonner cette décision autour de lui et d'essayer de convaincre ses alliés.

On peut rappeler que nucléaires civil et militaire sont très liés et qu'arrêter la Bombe ferait peut-être reculer le nucléaire civil...

ICAN essaye de faire fissurer l'entente



D. Lalanne, Ph. de Rougemont, C. Sommaruga

entre les pays sous parapluie américain, notamment en Europe. Si les Pays Bas signaient, cela mettrait vraiment à mal la cohésion sous ce parapluie.

Les leviers d'actions possibles :
– la société civile joue un grand rôle ;
– faire grandir les divergences d'opinion au sein des gouvernements qui sont contre ;
– agir sur les investissements (BNS par exemple).

Alice Martin

1. tinyurl.com/soiree-TIAN

Et si on ne démantelait pas les installations nucléaires ?

Cet article pose la question du non démantèlement des centrales nucléaires. Il a vocation à être critiqué sur chaque point et argument car nous ne prétendons malheureusement pas avoir trouvé le Graal qui nous assurerait une sortie du nucléaire sans déchet ni inconvénient. Par ailleurs, il est une condition sine qua non à cette proposition : ne plus produire de nouveaux déchets. Un arrêt du nucléaire civil et militaire est un préalable.

Rappel du 1^{er} épisode

Dans l'épisode précédent nous avons fait le tour des solutions de démantèlement et de leurs inconvénients, ainsi que des intérêts financiers pour une industrie en pleine déconfiture.

Nous avons vu, afin d'éviter tout débats et contestations, que l'industrie nucléaire n'hésite pas à transformer le vocabulaire : les expressions « pré verdoyant » ou « retrouver le gazon vert » parsèment les documents suisses, allemands ou français afin de remplacer le trop technique mot « démantèlement ». Mais pourquoi donc – et de façon aussi unanime – les industriels, scientifiques et politiques du nucléaire n'envisagent-ils que le démantèlement ?

Superficie des centrales

Une centrale nucléaire comme celle de Cruas en Ardèche occupe une superficie de 148 hectares. En France il y a 19 centrales, une bonne dizaine d'autres installations nucléaires civiles et autant de militaires soit une quarantaine de sites contaminés au total. Très grossièrement on peut dire que ces 40 installations représentent environ 6'000 hectares, soit 0,011 % du territoire national (France métropolitaine). En Suisse les 4 centrales (6 km²) représentent 0,014 % du territoire. Nos pays peuvent donc supporter le fait de perdre définitivement quelques km². On aimerait certes les voir reverdir, mais à condition de ne plus ouvrir de nouveaux sites pour mettre des milliers de tonnes de déchets ou de nouvelles centrales.

Comment ne pas démanteler ?

La première étape est de retirer les combustibles usés, de les entreposer à l'extérieur en piscine ou à sec (par exemple à la Hague en ce qui concerne la France). Ensuite, il est possible de détruire les corps de bâtiments situés en dehors de la zone contaminée ou de les utiliser à des fins éducatives, de formation ou de musées de la « folie nucléaire ».

Toutes les installations contaminées restent en l'état et sont entretenues, contrôlées, protégées durant les centaines d'années, voire plus, qui sont nécessaires à la disparition de la radioactivité. Et ce bien sûr avec les mêmes critères que ceux qui prévalent actuellement aux centrales en fonctionnement.

Il faudra donc des dizaines de salariés par site pour maintenir en état ces installations et assurer leur sécurité.



Manifestation d'antinucléaires devant la centrale de Brennilis (Bretagne, France)

Pas des gardiens mais des ingénieurs, des techniciens, des travailleurs qualifiés et formés, avec une garantie d'emploi assurant le passage de la mémoire des installations.

D'aucuns diront qu'il s'agit d'argent perdu, de métiers qui ne produisent pas de richesse. Mais n'est-ce pas déjà ce que l'on fait ou envisage de faire sur les sites de déchets nucléaires ?

*Assurer la sécurité des populations
n'est-il pas aussi valorisant que produire
de l'énergie ?*

Et ensuite ?

Le béton et le métal des cuves vont progressivement s'éroder. Sans doute au fil du temps mais pas plus que dans les sites d'entreposage des déchets envisagés actuellement. Et peut-être même moins si l'entretien est assuré quasi quotidiennement. En restant accessibles à tout moment ils rendront possible une intervention.

Certaines centrales et installations nucléaires sont situées dans des zones inondables et/ou sismiques. Mais sans combustibles ces installations sont capables de supporter de tels risques. Elles pourront être renforcées si nécessaire.

De la nécessité de débattre

Ces arguments sont les plus souvent avancés pour le moment en défaveur de cette solution de non démantèlement, y compris dans les rangs des antinucléaires. A vous d'en ajouter car c'est ainsi que le débat doit s'engager sur des choix qui impacteront des générations et des générations.

Ne pas démanteler signifie aussi ne pas transporter des milliers de tonnes de déchets et de gravats radioactifs, pas de robots grimpeurs raboteurs découpeurs, pas de mise en danger de centaines de salariés souvent externalisés et sous-payés, pas de déchets « perdus » dans les pays pauvres, pas de millions de dollars ou d'euros évanouis dans des sociétés alléchées par des marchés en constante augmentation.

En réalité le seul vrai argument contre cette solution est que nous allons laisser aux générations futures la preuve visuelle, tangible, de 70 ans de folie nucléaire. Et c'est bien pour cela que nos industriels scientifiques et politiques veulent raser, cacher, disperser les monstres qu'ils nous ont imposés.

Et c'est pour cela que nous voulons que ces monstres restent visibles afin que les générations futures sachent jusqu'où peut aller la folie industrielle et marchande.

*Dominique Malvaud, STOP nucléaire Drôme Ardèche
(collectif ADN)*

Manoeuvre scandaleuse pour sauver l'épave Beznau

Au lendemain de Fukushima, l'autorité de surveillance du nucléaire IFSN lançait des « stress tests » évaluer notamment le degré de sécurité des centrales face à un risque de tremblement de terre majeur...

L'exploitant de la centrale de Beznau a remis ses résultats de tests en mars 2012 à l'IFSN pour examen. L'autorité de surveillance, après examen, a décidé de maintenir l'autorisation d'exploitation de la centrale. Pourtant la simulation sismique pour

Beznau évoque le relâchement massif de radioactivité exposant la population à des doses de 78 millisievert (mSv), soit 78 fois la dose légalement admise. Greenpeace et des organisations alliées ont dénoncé ce laxisme avec force, notamment en soutenant la plainte de nombreux riverains de la centrale devant le Tribunal administratif fédéral.

Alors qu'ont fait les autorités fédérales face au risque posé pour le pays ? Elles ont choisi de protéger les exploitants de la très vieille centrale de Beznau sur le très court terme au lieu de protéger sur le très long terme la population, le pays, y compris

son industrie électrique. Comment ? En remontant la dose limite maximale admissible à laquelle la population peut légalement être exposée de 1 à... 100 mSv en cas de séisme majeur ! Une valeur au-dessus des 78 mSv auxquels la population serait exposée en cas de séisme majeur qui affecterait Beznau ! Nous l'avons appris parce que les autorités sont obligées de lancer une consultation publique avant de décider si elles s'autorisent à changer cette dose admissible ou pas.

Cette basse manoeuvre administrative a provoqué une protestation vive de partis et ONG dont Sortir du nucléaire, qui ont

chacune transmis leur prise de position dénonçant et contestant la modification prévue et s'indignant que les autorités fédérales n'aient pas plutôt retiré l'autorisation d'exploitation au vu des très mauvais résultats du test de 2011-2012.

Au sujet des prolongations nucléaires, les avis sont partagés, même dans les cénacles fédéraux.

Bon vent à nos prises de position !

Philippe de Rougemont

L'Allemagne remise ses deux démons électriques au placard

La comparaison avec nos voisins allemands a souvent servi d’argument de campagne pour refuser la sortie du nucléaire en Suisse. Les personnes utilisant cette comparaison argumentent encore que, suite à une sortie trop précipitée du nucléaire, l’Allemagne aurait, dû remettre en fonction des usines à charbon ou à gaz, avec in fine un courant plus sale qu’avant sa transition énergétique. Le caractère hautement polluant du mix énergétique allemand – pour le moment – n’est pas remis en question ici. En revanche, les tendances annoncées par les défenseurs de l’atome suisse tombent totalement à plat lorsqu’on regarde les chiffres de l’électricité allemande.

La décision de sortir du nucléaire

La sortie du nucléaire en Allemagne s’est décidée en deux temps :

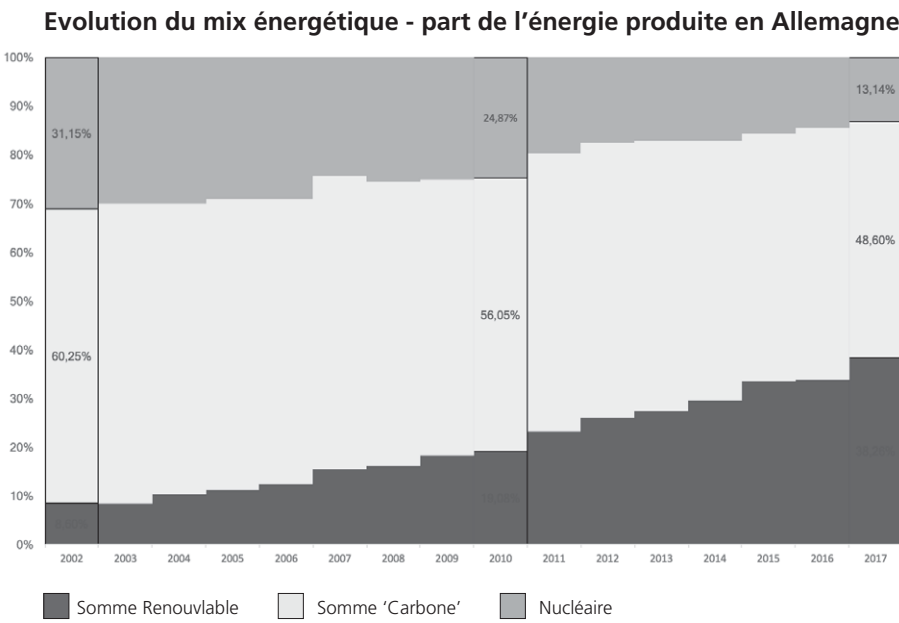
- au début des années 2000, avec un développement de l’éolien et du solaire,
- à l’aune de la catastrophe de Fukushima en 2011.

Les analyses qui suivent se basent sur les données collectées par l’institut Fraunhofer¹. Il est notamment question de production électrique de chaque type de centrale, en térawatts-heure (TWh). Les données étant disponibles dès 2002, cette année sert de référence comme « situation au début de la transition », l’année 2010 comme « avant Fukushima » et l’année 2017 comme situation actuelle.

Evolution entre 2002 et 2010

Le mix électrique allemand du début des années 2000 est bien loin d’une production durable, avec une large domination du nucléaire (31 %), du charbon et gaz (60 %). Les énergies renouvelables font pâle figure, couvrant moins de 10 % des besoins. La situation est donc doublement problématique, avec les centrales nucléaires vieillissantes d’une part, et d’autre part un lourd héritage de production thermique, sans avenir en vertu de la nécessité de réduire les émissions de CO₂ et des accords internationaux sur le climat.

En 2010, la production d’origine nucléaire a baissé de 15 % et celle venant du charbon de 10 %, alors que la



production éolienne a été multipliée par 2.4 et le solaire par 7.3. Les autres gagnants de ce tournant progressif sont la biomasse (fois 7.7) et dans une moindre mesure le gaz naturel (fois 1.5).

« Il n’y a donc eu ni pénurie d’électricité, ni augmentation massive des contributions ‘sales’ ».

L’après Fukushima

C’est l’année suivante que survient le choc de l’accident de Fukushima, qui pousse les autorités allemandes à d’une part arrêter par précaution les réacteurs nucléaires âgés, et d’autre part à accélérer le calendrier de sortie de l’atome. Or, si on revient aux arguments des anti-renouvelables, ce virage accéléré se serait accompagné d’une réouverture massive de centrales au charbon et au gaz.

La réduction de quasi moitié de la production nucléaire allemande entre 2010 et 2017 s’est faite grâce aux énergies renouvelables, tandis que le charbon est resté stable, à quelques pourcents de sa production pré-Fukushima. Le gaz naturel a vu son utilisation diminuer de 20 % entre

2010 et 2017. L’Allemagne est simultanément devenue exportatrice nette d’électricité (52 TWh en 2017).

La situation en 2017

Malgré le tableau encourageant des chiffres de 2017 (voir figure), l’impact CO₂ moyen du kWh allemand est encore très élevé. L’Allemagne a une belle marge de progression puisque quasi 10 % de cette production est exportée en 2017. La transition énergétique allemande est donc retardée par une stratégie de survie économique de la branche productrice d’électricité et son dumping des prix, permettant la vente massive de courant allemand sur les marchés européens, et la prolongation d’exploitation des centrales à charbon.

Cette stratégie est possible en partie à cause d’une taxation CO₂ européenne trop faible, car fixée par le marché, et sans appui politique réel. Nos barrages suisses en font actuellement les frais, ne pouvant s’aligner sur des tarifs trop bas (3-4 ct/kWh).

Cette situation est toutefois en rapide évolution. L’essor explosif de l’éolien offshore, à la production plus régulière, la pression politique pour une taxe CO₂ plus incitative, et le dépôt de bilan de certains producteurs thermiques continuent. Contrairement aux premières phases fortement subventionnées de la transition, les nouvelles capacités renouvelables fournissent du courant sans soutien étatique et moins cher que le nucléaire ou le thermique.

L’Allemagne est donc au milieu du gué. Avec la future mise à pied définitive du nucléaire (2022), et l’obsolescence programmée (fonctionnelle, écologique et économique) du charbon, la transition est en bonne route. Si l’Allemagne y parvient, malgré son lourd passif, en 20 ans, la Suisse peut largement l’accomplir avec seulement 40 % de nucléaire à remplacer, sans bougies, et sans importations sales !

Benjamin Rudaz

1. www.energy-charts.de

PIONNIERS Roland Desbordes

Quand as-tu entendu parler pour la 1^{ère} fois du nucléaire ?

C’était en 1960, j’avais 15 ans. La France venait de rentrer dans le «club» des pays nucléarisés en faisait exploser sa première bombe atomique dans le désert algérien qui était encore français.

Je ne comprenais pas que l’on puisse aller sur ce terrain alors que 15 ans plus tôt on découvrait l’horreur d’Hiroshima et Nagasaki. Mon premier engagement à 18 ans a été de lutter contre l’armement atomique. J’ai vite compris que les liaisons avec le nucléaire civil étaient fortes : même discours, mêmes mensonges, même opacité. J’ai donc naturellement élargi mon combat contre le nucléaire civil, d’autant plus que la France partait dans les années 70 dans un programme de construction de centrales complètement délirant. En 1977 à la grande manifestation contre Superphénix, un ami, Vital Michalon a été tué par une grenade. Je n’ai pas eu le courage de continuer le combat. Il a fallu 1986, Tchernobyl, pour me convaincre qu’il fallait repartir, mais avec d’autres armes, scientifiques cette fois, ce qui s’est traduit par la création avec quelques amis de la CRIIRAD.

Dans ton passé, qu’est-ce qui explique ton orientation critique ?

Je suis originaire de la montagne savoyarde, j’étais le seul dans ma classe à oser partir faire des études secondaires au lycée à Annecy. Cela n’a pas été facile car ma famille n’imaginait pas trop que l’on puisse faire autre chose que du reblochon dans la montagne. Il n’y avait aucun livre à la maison, la radio était notre seule ouverture sur le monde. Mais mes parents avaient d’énormes valeurs et sans faire de bruit ils ont «milité», pendant et après la guerre ; parfois en prenant des risques énormes mais ils avaient la force de ne pas se poser de questions : c’était normal d’accueillir un juif en fuite, un arabe algérien à la maison en pleine guerre d’Algérie.... Ils m’ont beaucoup transmis sans donner de leçons de morale, juste l’exemple !

Qui t’a inspiré dans ta jeunesse comme figure idéale ou penseur ?

Je pense sans beaucoup hésiter à Théodore Monod, d’abord ses écrits scientifiques... mais qui m’ont fait découvrir par la suite un grand penseur universel, un Pascal des temps

modernes. J’ai ensuite partagé avec lui sa passion du désert sur laquelle nous avons pu échanger très simplement.

Parmi les projets que tu portes pour l’avenir, lequel t’importe le plus ?

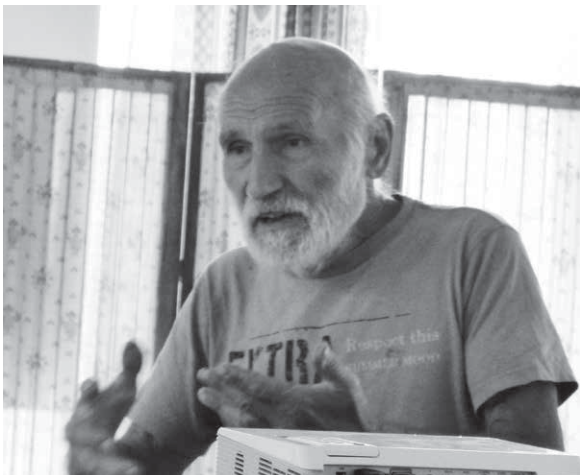
La nécessité de sortir du nucléaire avant la prochaine catastrophe, doit passer par la dissolution de l’AIEA et du traité Euratom. Ces structures d’un autre âge, créées dans les années 50, dotés de moyens très importants, parviennent à maintenir sous perfusion cette industrie.

Il est temps que cela finisse, alors commençons par abroger Euratom. C’est à notre portée vu que la majorité des états européens ne sont pas nucléarisés. Je crois sincèrement que cette utopie est réaliste.

Qu’aimerais tu dire à des gens qui te liraient dans 100 ans ?

Je voudrais leur dire combien je suis en colère d’avoir «laissé faire» ce nucléaire civil et militaire pour l’égoïsme de ma génération et de laisser en cadeau empoisonné des déchets radioactifs, des régions inhabitables. Dans l’histoire de l’humanité nous avons inversé une courbe vieille de milliards d’années : la radioactivité ambiante baissait, ce n’est plus le cas. Comme l’a dit T. Monod, et plus fort encore Jean Rostand : la radioactivité et la vie ne font pas bon ménage !

Propos recueillis par Philippe de Rougemont



Roland Desbordes lors de la formation sur les compteurs Geiger le 28 avril 2018 à Lausanne

Multinationales irresponsables

Dans le débat sur le nucléaire et la transition énergétique en Suisse, un élément est trop souvent occulté : l'extraction de l'uranium et ses conséquences dramatiques pour les populations locales et leur environnement.

Au Niger, les mines d'uranium d'Arlit sont exploitées depuis 40 ans. Des dizaines de milliers de personnes habitent à proximité et sont victimes des contaminations radioactives. Alors que la pollution n'est plus à démontrer, les mineurs et leurs familles ne sont pas suffisamment informés sur les risques pour leur santé. Les conditions de sécurité des travailleurs sont catastrophiques et, jusque très récemment, ces derniers étaient priés de laver eux-mêmes leurs habits de travail contaminés à domicile. Des millions de tonnes de déchets radioactifs sont stockés à l'air libre, des gaz radioactifs rejetés dans l'air et de la ferraille contaminée est mise sur le marché...

Les analyses effectuées entre 2003 et 2007 par la CRIIRAD démontrent la contamination radioactive des eaux, de l'air et des sols, ceci pour plusieurs générations encore. Et Areva le sait parfaitement. Les mines d'Arlit sont exploitées par deux filiales de l'entreprise française AREVA, auprès de laquelle les centrales suisses de Mühleberg, Gösgen, Beznau et Leibstadt s'approvisionnent. Les entreprises suisses, en tant que partenaires commerciaux d'Areva, ont ainsi une responsabilité vis à vis des conséquences inacceptables de l'extraction de l'uranium au Niger.

L'initiative pour des multinationales responsables¹ veut mettre un terme aux violations des droits humains et aux atteintes à l'environnement par les entreprises dont le siège est en Suisse et par leurs filiales. Les sociétés ne doivent pas pouvoir s'affranchir du respect des droits humains ou des standards environnementaux à l'étranger et affirmer, en cas de problèmes, qu'elles ignoraient les risques liés à leurs activités. L'initiative oblige les sociétés à identifier ces risques et à prendre des mesures pour les empêcher. Une initiative soutenue par Sortir du nucléaire Suisse romande.

Ilias Panchard

1. www.initiative-multinationales.ch

« Un récit de Fukushima, le directeur parle »¹

Les auteurs du livre rapportent et analysent le dialogue entre l'enquêteur mandaté par le premier ministre japonais de l'époque, Naoto Kan, et le directeur de la centrale de Fukushima, Masao Yoshida, après la catastrophe du 11 mars 2011.

Ce livre est le récit haletant, mot à mot, heure par heure, des 5 jours de la lutte intense qu'ont menée le directeur et son équipe pour freiner le processus susceptible d'entraîner la fusion du cœur des 3 réacteurs en fonctionnement. Tout ira de travers ce 11 mars : le tremblement de terre de magnitude 9 et 51 minutes plus tard les vagues d'un violent tsunami.

Après le séisme, les 3 réacteurs en fonctionnement se sont arrêtés automatiquement. Mais il faut assurer coûte que coûte leur refroidissement pour éviter la fusion du cœur. Le directeur et le personnel encore sur place vont y travailler dans les pires conditions : « L'inondation a endommagé des pompes, des panneaux électriques, des batteries et des générateurs diesel de secours. Des véhicules sont détruits par le séisme. [...] L'échange d'information est entravé par la dégradation des moyens de communication ». Il fait nuit à l'intérieur.

On suit le directeur et ses interlocuteurs : cellule de crise, responsable de sûreté nucléaire, premier ministre. Des ordres – dont l'exécution est déjà en cours – et contre-ordres sont donnés par ces responsables lointains qui exigent le respect de procédures mais qui ne réalisent pas la complexité de la situation. Un exemple : il est impossible de pomper plus rapidement

de l'eau car il n'y a plus d'eau douce ; les pompes sont endommagées, les camions de pompiers n'ont plus de carburant... On suit la mise en danger de Yoshida et de ses équipes, on admire son expérience et ses remarquables compétences professionnelles, ses prises de décision ne pouvant se fonder que sur des « process » théoriques. Ce seront des prises de risques, une créativité dans l'instant, en bref un ingénieur « bricolage ».

Dévouement et courage, profond découragement par instants, détresse, voire perspective du suicide lorsque Yoshida croit – à tort – que 40 employés ont disparu dans une des explosions. Il a pensé mourir à plusieurs reprises ; il n'évoque jamais son confort personnel.

L'ingénieur est décédé à l'âge de 58 ans, 2 ans après l'accident d'un cancer de l'œsophage qui n'a pas été mis en lien avec les fortes irradiations subies. D'après les spécialistes et le premier ministre, il a réussi à éviter une catastrophe pire encore.

Claire Peter

1 par Frank Guarnieri et Sébastien Travaud, PUF, Paris, 2018, 190 p. Publié sur la recommandation scientifique de Dominique Bourg, Unil

Retour de l'AG



La Présidente, Erica Hennequin, parlant à l'Assemblée

« Ce que nous faisons aujourd'hui aura des conséquences en 2100. Mais surtout, ce que nous ne faisons pas aujourd'hui aura des conséquences en 2100. »

Jean-Yves Pidoux

Lors de notre Assemblée Générale annuelle le 27 avril nous avons élu un nouveau Président, Philippe de Rougemont, et une nouvelle Trésorière, Irène Anex-dit-Chenaud. Nous avons aussi pu présenter notre nouvelle secrétaire générale : Maléka Mamodaly. Mme Claire Peter est élue membre du comité, Mme Catherine Hausamann et M. Pierre Chevalley sont réélus comme vérificateurs des comptes. Un grand merci à toutes et tous !

La conférence qui a suivi a été riche en réflexions grâce à l'engagement de nos 3 invités de marque : Jean-Yves Pidoux de la municipalité de Lausanne, Rémy Pagani le Maire de Genève et Roland Desbordes le Président de la CRIIRAD. Les villes peuvent-elles contribuer à une information transparente de la population en cas d'accident nucléaire, ici ou ailleurs ? Epineuse question.

Elles peuvent en tout cas participer à un réseau d'alerte qui sera d'autant plus efficace que les points de mesure seront nombreux.

Association Sortir du nucléaire

Administration
Rue du Crêt 22, 2300 La Chaux-de-Fonds
www.sortirdunucleaire.ch
info@sortirdunucleaire.ch
078 619 02 50 // CCP 10-19179-8

Le Comité Philippe de Rougemont, Président ; Christian van Singer, Porte-parole ; Irène Anex-dit-Chenaud, Trésorière ; Kurt Fischer ; Erica Hennequin ; Marc Oran ; Claire Peter
Les secrétaires Maléka Mamodaly, Secrétaire générale ; Sophie Laissue, Secrétaire administrative

A G E N D A

Etats généraux du désinvestissement en Suisse romande
26 mai 2018, 9h-17h, Centre Pro-Natura de Champ-Pittet
artisansdelatransition.org/agenda.html

Festival de la Terre
8-10 juin 2018
Esplanade de Montbenon, Lausanne
festivaldelaterre.ch

Alternatiba Léman
Samedi 22 septembre
Genève, Parc des Bastions
Festival de la transition, stands, animations
www.alternatibaleman.org

Formation compteurs Geiger



Ilias Panchard examine un compteur Geiger lors du cours de Roland Desbordes à Lausanne en Avril 2018

Avez-vous confiance dans la qualité de l'information que donnerait l'Etat en cas d'incident ou de catastrophe nucléaire ?...

Nous non, tant les intérêts de l'industrie nucléaire sont souvent plus protégés que ceux de la population. Pourtant, en cas de relâchement de radioactivité, l'information à la population est primordiale pour limiter les conséquences ! Un grand merci à Roland Desbordes de la CRIIRAD (voir portrait p.3) pour la formation passionnante qu'il nous a donnée, afin de faire de citoyens éclairés des agents de mesure et de communication neutres et efficaces !

Impressum

Éditeur : Association Sortir du nucléaire.
Mise en page : Jonas Scheu, AMRIT MEDIAS.
Fichier : Sophie Laissue. Imprimerie : ROPRESS.
Mise sous pli : TRAJETS. Rédaction : Alice Martin (coordination) ; Dominique Malvaud ; Ilias Panchard ; Claire Peter ; Philippe de Rougemont ; Benjamin Rudaz.
Tirage : 3'000 ex. Imprimé avec du courant 100 % renouvelable. Papier 100 % recyclé CyclusOffset.
Périodicité : 4 par an. Destiné aux membres de l'association.



Je participe !

Coupon à renvoyer à :
Sortir du nucléaire, Rue du Crêt 22
2300 La Chaux-de-Fonds
ou : www.sortirdunucleaire.ch/contact

Contactez-moi, je désire :

- ☐ Adhérer à Sortir du nucléaire (5.- à 500.- fr / an) et recevoir le journal
☐ Recevoir par email la newsletter de Sortir du nucléaire

SdN est reconnue d'utilité publique, vos dons sont déductibles des impôts, vos legs aussi. Vous pouvez commander notre brochure ou la consulter sur notre site à la rubrique « nous soutenir »

Prénom & Nom : _____

Adresse : _____

Code postal et localité : _____

Téléphone : _____

E-mail : _____